

## Projet de loi de finances 2024 : données ministérielles

Le budget 2024 du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est de **26,1 Md€**.

→ soit une augmentation de **1 Md€** par rapport à la LFI 2023 (+ 5 %).

Ce budget 2024 se répartit :

- **22,96 Md€** au titre des programmes des missions «Sécurités», «Administration générale et territoriale de l'Etat», «Immigration, asile et intégration» ainsi que le compte d'affectation spéciale «Contrôle de la circulation et du stationnement routiers» et les taxes affectées qui relèvent du périmètre de la LOPMI ;
- **257 M€** au titre du programme « Vie politique» ;
- **2,9 Md€** au titre de la mission « Outre-mer ».

La masse salariale s'élève à **15 Md€** hors pensions pour un plafond d'emplois de **303 839 ETP** et **3 202 ETP** au profit des opérateurs.

Ces crédits permettent de financer des créations d'emplois à hauteur de **2 653 ETP** en 2024.

Les crédits de fonctionnement et d'investissement sont de **11,1 Md€**.



## La LOPMI

La loi du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI) prévoit une forte augmentation des moyens humains, budgétaires et matériels. Ainsi, elle permet 15 Md€ supplémentaires et de 8 500 postes créés à horizon 2027.

### Quatre objectifs :

- la transformation numérique du ministère ;
- l'accueil des victimes et des violences pénales ;
- les forces de l'ordre et les services dans les territoires ;
- la gestion des crises.

Au titre de l'année 2024, la LOPMI prévoit une augmentation des crédits de 866 M€ (+ 4%) par rapport à 2023.

Consulter le rappel des 12 mesures-clefs de la LOPMI en scannant le QR code :



NB : Les données figurant dans ce présent document sont hors pensions.

## La missions « Sécurité »

Les moyens de la mission en 2024  
Crédits budgétaires : 16,54 Md€ Emplois de l'État : 257 058 ETPT  
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers : 339,6 M€

Emplois des opérateurs : 312 ETPT (ENSP et ANSC)  
Évolution des crédits LFI 2023 (format 2024)

PLF 2024 : + 486 M€ (+ 3%)

La mission « Sécurité » représente 66% des crédits du ministère. Elle concourt aux actions du ministère de l'intérieur et des Outre-mer visant à assurer la sécurité intérieure.

Police nationale (PN - P176) : 9,35 Md€  
• dont T2 HCAS : 762 Md€  
• dont HT2 : 173 Md€

Gendarmerie nationale (GN - P152) : 6,41 Md€  
• dont T2 HCAS : 4,92 Md€  
• dont HT2 : 1,49 Md€

Sécurité civile (SC - P161) : 673,6 M€  
• dont T2 HCAS : 154,7 M€  
• dont HT2 : 518,9 M€

Sécurité routière (SR - P207) : 108,9 M€

Par ailleurs les deux programmes du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (CCSR) sont reconduits et s'établissent à 365,84 M€.

Ils permettent notamment de financer l'ANTAI (60 ETPT).

Structures et dispositifs de sécurité routière (P751) ainsi que le contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers (P753) : 339,6 M€

## La mission « Immigration, asile et intégration » (IAI)

Les moyens de la mission en 2024  
Crédits budgétaires : 2,16 Md€  
Emplois des opérateurs : 2 245 ETPT (OFII, OFPRA)

Évolution des crédits LFI 2023 (format 2024)  
PLF 2024 : + 109 M€ (+ 5%)

La mission IAI représente 8% des crédits du ministère.

La mission regroupe les crédits (hors dépenses de personnel) de la direction générale des étrangers en France et notamment les dépenses liées aux centres de rétention administrative (CRA), l'allocation pour demandeur d'asile (ADA), etc.

Immigration et asile (P303) : 1,7 Md€

Intégration et accès à la nationalité française (P104) : 431,4 M€

## La mission « Administration générale et territoriale de l'État » (AGTE)

Les moyens de la mission en 2024  
Crédits budgétaires : 3,87 Md€ Emplois de l'État : 40 613 ETPT  
Taxes affectées : 0,29 Md€

Emplois des opérateurs : 458 ETPT (ACMOSS, ANTS, CNAPS)  
Évolution des crédits LFI 2023 (format 2024)

PLF 2024 : + 383 M€ (+ 11%)

La mission AGTE représente 16% des crédits du ministère. Elle retrace les crédits affectés à l'administration territoriale de l'État, à la vie politique, culturelle et associative et au pilotage des principales politiques du ministère de l'intérieur et des Outre-mer.

Administration territoriale de l'État (ATE - P354) : 2,04 Md€  
• dont T2 HCAS : 1,49 Md€  
• dont HT2 : 0,55 Md€  
• taxes affectées à l'ANTS : 0,29 Md€

Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur (CPPI - P216) : 1,57 Md€  
• dont T2 HCAS : 0,61 Md€  
• dont HT2 : 0,96 Md€

Vie politique (VP - P232) : 257,2 M€  
• dont T2 HCAS : 23,4 M€  
• dont HT2 : 233,8 M€

## La mission « Outre-mer »

Les moyens de la mission en 2024  
Crédits budgétaires : 2,9 Md€  
Emplois de l'État : 6 168 ETPT  
Emplois des opérateurs : 127 ETPT  
Évolution des crédits LFI 2023 (format 2024)  
PLF 2024 : + 0,2 M€ (+ 7%)

Le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer met en œuvre les politiques publiques de développement des territoires ultramarins.

Emploi Outre-mer (P138) : 0,078 Md€  
• dont T2 : 210 M€  
• dont HT2 : 1,86 Md€

Conditions de vie Outre-mer (P123) : 789 M€  
• dont HT2 : 1,02 Md€

NB : Les données figurant dans ce présent document sont hors pensions.